

Le point de vue du chef économiste de Raiffeisen

Les mollahs en position de force



L'emplacement, l'emplacement, l'emplacement est le mantra central dans le secteur de l'immobilier. Son importance est évidente pour tous les professionnels de l'immobilier. En revanche, de nombreux analystes du monde entier auraient besoin d'éclaircissements, alors qu'ils se penchent depuis une bonne semaine sur les conséquences de la guerre en Iran.

Une position géostratégique exceptionnelle

L'Iran dispose d'une position géostratégique exceptionnelle. Comme sur un plateau, 10 à 20 pétroliers franchissent chaque jour le détroit d'Ormuz le long de la côte sud du pays - le goulet d'étranglement du golfe Persique. Environ 21 millions de barils de pétrole sont transportés ici chaque jour. Il n'y a pratiquement pas d'alternative à cela. Les autres moyens de transport ne sont pas rentables et les capacités des pipelines existants ne suffisent pas à compenser, même de loin, une défaillance. Le pipeline est-ouest qui relie Abqaiq, dans le golfe Persique, au port de Yanbu, sur la mer Rouge, en traversant l'Arabie saoudite, ne mesure que 120 cm de diamètre. Cela suffit pour un maximum de cinq millions de barils par jour.

Détroit d'Ormuz fermé de facto

Après l'incendie de plusieurs pétroliers dans le golfe Persique, le transport maritime commercial par le détroit d'Ormuz est à l'arrêt. Le risque est tout simplement trop élevé pour les compagnies maritimes. Et si les pétroliers ne circulent pas, le pétrole arabe reste cloué au sol. L'Irak, deuxième producteur au sein de l'OPEP+, a déjà dû réduire la production de son plus grand champ pétrolier, parce que les stocks sont pleins à craquer et que le pétrole ne peut pas être évacué. Le Koweït a commencé à réduire sa production de pétrole quelques jours plus tard. Les attaques iraniennes contre les installations énergétiques des pays du Golfe ont en outre conduit l'Arabie saoudite à mettre à l'arrêt sa plus grande raffinerie de pétrole et le Qatar à suspendre la production de son immense usine de gaz liquéfié. Si le détroit d'Ormuz devait rester fermé pendant plusieurs semaines, le marché du pétrole serait privé de 15% à 20% de l'offre.

L'impact sur l'économie mondiale

Pour l'économie mondiale, la mère de toutes les questions est donc la suivante: dans quelle mesure le prix du pétrole

va-t-il encore augmenter et pour combien de temps? Déjà au niveau actuel, la hausse des prix du pétrole a un effet inflationniste. L'ampleur de la hausse des cours du pétrole dépendra de la durée du blocage du détroit d'Ormuz. Ce truisme est répété en boucle par les analystes et les économistes du monde entier. L'analyse s'arrête là. Même ceux qui continuent de penser que le conflit ne sera que de courte durée et qui s'attendent donc à une libération rapide du détroit d'Ormuz, n'expliquent pas comment cela pourrait se faire militairement ou politiquement.

La protection totale: une impossibilité

L'approvisionnement mondial en pétrole est de fait pris en étau par le régime iranien, qui contrôle le détroit d'Ormuz. Contrôler signifie que les forces américaines ne peuvent pas empêcher complètement les tirs sur les pétroliers dans l'étroit passage maritime. Les frappes aériennes américaines et israéliennes ont certes décimé l'arsenal de missiles balistiques iraniens. Selon les déclarations d'un amiral américain, le nombre d'attaques de missiles a diminué de 90%. Pourtant, il n'est pas question des drones. L'Iran est l'un des principaux producteurs mondiaux de drones d'attaque à bas coût, comme le Shahed-136. De tels drones tiennent dans un petit camion et peuvent être lancés très rapidement. Sur le plan militaire, il est presque impossible d'empêcher la production, le stockage et le lancement de tels drones depuis les airs dans un pays quatre fois et demie plus grand que l'Allemagne. D'autant plus qu'une grande partie de l'économie iranienne est sous le contrôle des Gardiens de la révolution. L'Iran n'aura peut-être bientôt plus de programme nucléaire, plus de marine et plus de missiles. Mais il continuera à disposer de drones et c'est là que le bât blesse. Cela suffit à verrouiller le détroit d'Ormuz.

Les limites des solutions militaires

A ce jour, aucun expert militaire n'a pu m'expliquer de manière plausible comment les pétroliers pourraient être suffisamment protégés dans ces circonstances. Même les escortes militaires ne résolvent pas le problème. Les navires d'escorte ne peuvent pas à la fois intercepter les missiles, draguer les mines, combattre des essaims de drones aériens et maritimes et, en plus, gérer les interférences GPS. La puissance de la guerre asymétrique - notamment par le biais des drones - a été démontrée de manière impressionnante par

les Ukrainiens en mer Noire. Il est donc impossible d'éviter que l'un ou l'autre pétrolier soit incendié en essayant de passer. Il suffit de voir les expériences avec les rebelles Houthis au Yémen pour comprendre les limites des opérations militaires. Dans le cadre de l'opération «Rough Rider», les Etats-Unis ont mené plus de 1000 frappes aériennes contre les Houthis en mars et avril 2025 – sans éliminer suffisamment leurs capacités offensives. Un cessez-le-feu a finalement mis fin à l'opération. Les Houthis ont déclaré qu'ils ne s'attaqueraient plus aux navires américains. Mais depuis, ils ont mené des attaques répétées et coulé des navires battant d'autres pavillons.

La prise de conscience progressive des marchés

Ce qui est remarquable, c'est l'évolution de l'appréciation des acteurs du marché depuis les premiers jours de la guerre. Au début, l'espoir d'une fin rapide de la guerre prédominait. Des signaux d'apaisement de la part du gouvernement américain ont également contribué à stabiliser temporairement les marchés. Mais à chaque nouveau jour de guerre, le scepticisme grandit et le prix du pétrole s'est progressivement rapproché de la barre des 100 dollars le baril. L'impasse de la situation n'est toutefois pas encore totalement intégrée dans les prix sur les marchés. Le fait est qu'il est difficile d'éliminer durablement la menace sans renverser le régime. Et historiquement, les guerres aériennes n'ont pratiquement jamais provoqué de changement de régime. Une solution possible pour sortir de l'impasse serait la création d'une zone tampon le long de la côte iranienne dans le golfe Persique, combinée à l'installation d'un vaste système de défense contre les drones. Un tel scénario nécessiterait toutefois le déploiement de troupes au sol. Or,

l'armée américaine n'est actuellement pas préparée à cela. Des mois s'écouleraient jusqu'à une telle mise en œuvre.

Un accord semble probable mais serait une erreur stratégique

Un autre scénario est donc plus probable: des négociations ou un accord. Mais le temps joue contre Washington. Chaque semaine où le détroit d'Ormuz reste fermé, les stocks mondiaux de pétrole, initialement bien remplis, se réduisent. La pénurie s'aggrave et les prix du pétrole continuent d'augmenter. Cela risque d'envoyer des ondes de choc à travers l'économie mondiale. Le choc énergétique pourrait se transformer en crise énergétique. Il reste donc peu de temps à D. Trump pour décider de la contrepartie qu'il proposera en échange d'une libération du détroit d'Ormuz. Le régime iranien est certes dos au mur, mais il dispose d'un atout décisif et il le fera payer cher.

Il est toutefois très douteux qu'une telle solution négociée soit viable à long terme. Car le régime iranien pourrait à tout moment réitérer son chantage. Tant que la menace des drones ne sera pas neutralisée, une simple réalité géopolitique s'impose: les mollahs sont en position de force.



Fredy Hasenmaile

Chef économiste
Raiffeisen Suisse

Editeur

Raiffeisen Suisse
Economic Research
The Circle 66
8058 Zurich Aéroport
economic-research@raiffeisen.ch

Internet

raiffeisen.ch/logement
raiffeisen.ch/placements

Publications

Découvrez notre vision actuelle des marchés financiers dans nos publications
raiffeisen.ch/marches-opinions

Conseil

Contactez votre conseiller ou votre Banque Raiffeisen locale
raiffeisen.ch/web/ma+banque

Mentions légales

Ce document est destiné à des fins publicitaires et d'information générales et n'est pas adapté à la situation individuelle du destinataire. En l'espèce, il appartient au destinataire d'obtenir les précisions et d'effectuer les examens nécessaires et de recourir à des spécialistes (par ex. conseillers fiscaux, en assurances ou juridiques). Les exemples, informations et remarques mentionnés sont fournis à titre indicatif et peuvent par conséquent varier au cas par cas. Des différences par rapport aux valeurs effectives peuvent survenir en raison d'arrondis.

Ce document ne constitue ni un conseil en placement, ni une recommandation personnelle, ni une offre, ni une incitation ou un conseil d'achat ou de vente d'instruments financiers. Ce document en particulier n'est ni un prospectus, ni une feuille d'information de base au sens des art. 35 et s. ou 58 et s. de la LSF. Les conditions complètes ainsi que les informations détaillées sur les risques inhérents aux différents instruments financiers mentionnés, qui sont seules déterminantes, figurent dans les documents de vente juridiquement contraignants respectifs (par exemple les prospectus [de base], le contrat de fonds, la feuille d'information de base [FIB] / Key Information Document [KID], les rapports annuels et semestriels). Ces documents peuvent être obtenus gratuitement auprès de Raiffeisen Suisse société coopérative, Raiffeisenplatz, 9001 Saint-Gall ou sur raiffeisen.ch. Il est recommandé d'acheter des instruments financiers uniquement après avoir obtenu un conseil personnalisé et étudié les documents de vente juridiquement contraignants ainsi que la brochure «Risques inhérents au commerce d'instruments financiers» de l'Association suisse des banquiers (ASB). Toute décision prise sur la base du présent document l'est au seul risque du destinataire. En raison des restrictions légales en vigueur dans certains Etats, les présentes informations ne sont pas destinées aux ressortissantes et aux ressortissants d'un Etat dans lequel la distribution des instruments ou des services financiers mentionnés dans le présent document est limitée, ni aux personnes ayant leur siège ou leur domicile dans un tel Etat. Les performances indiquées se basent sur des données historiques ne permettant pas d'évaluer les évolutions présentes ou futures.

Le présent document contient des déclarations prospectives qui reflètent les estimations, hypothèses et prévisions de Raiffeisen Suisse au moment de son élaboration. En raison des risques, incertitudes et autres facteurs, les résultats futurs sont susceptibles de diverger des déclarations prospectives. Par conséquent, ces déclarations ne représentent aucune garantie concernant les performances et évolutions futures. Les risques et incertitudes comprennent notamment ceux décrits dans le [rapport de gestion du Groupe Raiffeisen](#).

Raiffeisen Suisse ainsi que les Banques Raiffeisen font tout ce qui est en leur pouvoir pour garantir la fiabilité des données et contenus présentés. Cependant, elles ne garantissent pas l'actualité, l'exactitude ni l'exhaustivité des informations fournies dans le présent document et déclinent toute responsabilité en cas de pertes ou dommages (directs, indirects et consécutifs) découlant de la distribution et de l'utilisation du présent document ou de son contenu. Elles ne sauraient par ailleurs être tenues responsables des pertes résultant des risques inhérents aux marchés financiers. Les avis exprimés dans le présent document sont ceux de Raiffeisen Suisse au moment de la rédaction et peuvent changer à tout moment et sans préavis. Raiffeisen Suisse n'est pas tenue d'actualiser le présent document. Toute responsabilité quant aux conséquences fiscales éventuelles est exclue. Il est interdit de reproduire et/ou diffuser le présent document en tout ou partie sans l'autorisation écrite de Raiffeisen Suisse.